
EN POINT DE MIRE

Net recul des mouvements migratoires sur le marché du travail suisse

28 septembre 2017

- En 2016, le solde migratoire, en Suisse, de ressortissants des Etats de l'AELE/UE28 n'a plus été que légèrement supérieur à 42'000 personnes, évolution baissière qui s'est poursuivie de façon ininterrompue au premier semestre 2017. Le solde migratoire originaire de ces pays a donc diminué de 34 pour cent depuis 2013, et de 44 pour cent depuis 2008.
- En 2016, les immigrants provenaient en majorité d'Italie, de France, d'Allemagne et du Portugal. Le centre de gravité du solde migratoire originaire des Etats de l'AELE/UE28 passe de la main-d'œuvre d'Europe septentrionale et occidentale à celle d'Europe méridionale et orientale.
- L'ampleur de l'immigration originaire d'Europe est attribuable en particulier à la différence des taux de croissance économique entre les pays européens et la Suisse.
- Les dix premiers pays pourvoyeurs de l'AELE/UE28 ont vu l'émigration reculer, à l'exception de la Bulgarie et de la Roumanie, tandis que les sorties de Suisse augmentaient, à l'exception de celles en direction de l'Allemagne.
- La proportion d'Asiatiques parmi les immigrants d'Etats tiers augmente continuellement depuis 2005; en 2016, elle était déjà de 46 pour cent. En 2016, le premier pourvoyeur asiatique était l'Inde (1173 ressortissants).

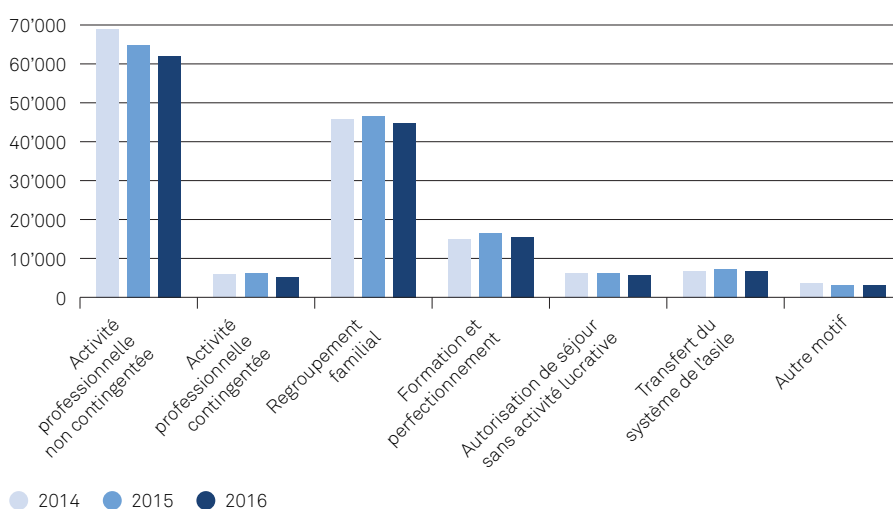
IMMIGRATION EN SUISSE

Le nombre des immigrants actifs a reculé ces dernières années.

Les gens n'immigrent pas seulement en Suisse pour y trouver du travail; plus de la moitié de tous les immigrants ont d'autres raisons. En 2016, à part la main-d'œuvre (contingentée ou non), un bon 30% des personnes sont arrivées dans le cadre du regroupement familial, en tant que partenaire ou enfant(s) de personnes actives. Un bon 10% des immigrants venaient se former ou se perfectionner en Suisse, un petit 5% provenait du système de l'asile, quelque 4% étaient des autorisations de séjour sans activité lucrative et un peu plus de 2% avaient d'autres raisons. Comme le montre la [figure 1](#), le nombre des immigrants actifs a reculé ces dernières années – de plus de 10% entre 2014 et 2016.

Figure 1

IMMIGRATION EN SUISSE 2014, 2015 ET 2016 PAR MOTIF D'IMMIGRATION



Source: Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM)

Les contingents de ressortissants d'Etats tiers sont alloués pratiquement exclusivement à une main-d'œuvre hautement qualifiée et fortement spécialisée.

En ce qui concerne l'immigration vers le marché du travail, il est impératif de distinguer entre les ressortissants des Etats de l'AELE/UE28 et ceux d'Etats tiers. Alors que l'accord sur la libre circulation des personnes (ACLP) s'applique sans restriction à la plupart des Etats de l'AELE/UE28, les autorisations de séjour sont contingentées pour les ressortissants d'Etats tiers. Dans toute demande d'autorisation de contingent, l'employeur doit fournir la preuve qu'il ne peut engager de travailleur indigène pour l'activité concernée. Cette préférence nationale garantit que les personnes actives originaires d'Etats tiers ne prétendent pas la main-d'œuvre indigène. Il en résulte que les contingents de ressortissants d'Etats tiers sont alloués pratiquement exclusivement à une main-d'œuvre hautement qualifiée et fortement spécialisée, dont la majorité occupe la plupart du temps des postes-clés dans les entreprises et y revêt donc une importance cruciale. Suite à l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse, en 2014, le Conseil fédéral a donné un signal et réduit les contingents pour les années consécutives.

Dans ce qui suit, les flux migratoires en direction et en provenance du marché du travail suisse sont donc analysés et évalués séparément pour les Etats de l'AELE/UE28 et les Etats tiers.

IMMIGRATION EN PROVENANCE D'ETATS DE L'AELE/UE28

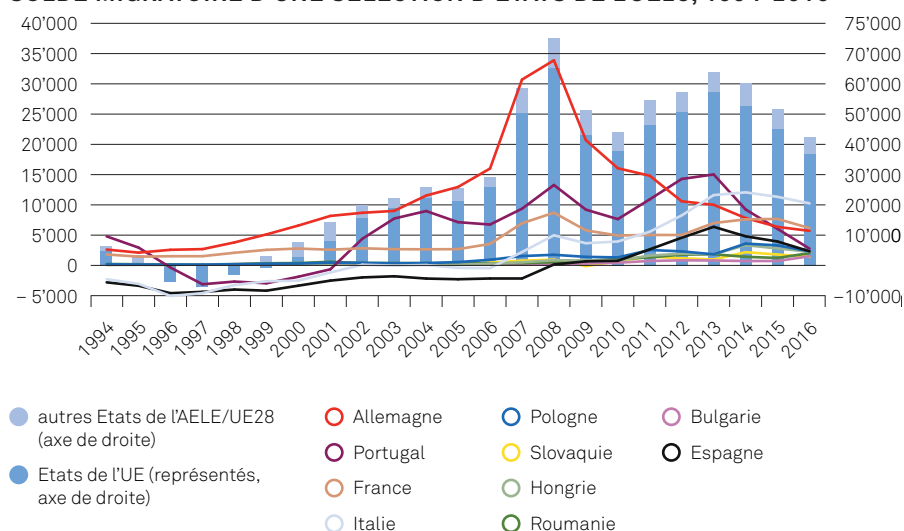
La Suisse a toujours dépendu d'immigrants qualifiés, ce qui s'est avéré être un grand avantage compétitif ces dernières années et un facteur indispensable de la croissance économique espérée.

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) considère l'immigration comme amortisseur du marché du travail. Quand l'économie se porte bien, l'immigration permet en effet de pourvoir des postes pour lesquels on ne trouve pas de main-d'œuvre indigène. En période moins bonne, ces personnes, plus mobiles en général que la moyenne, quittent à leur tour le pays pour chercher du travail dans le leur ou dans un pays en meilleure santé économique. La Suisse a toujours dépendu d'immigrants qualifiés, ce qui s'est avéré être un grand avantage compétitif ces dernières années et un facteur indispensable de la croissance économique espérée.

La figure 2 montre le solde migratoire, en 2016, originaire des dix principaux pays pourvoyeurs de l'AELE/UE28, ainsi que le solde migratoire total en provenance d'Etats de l'AELE/UE28. En Suisse, le solde migratoire a été marqué jusqu'en 2011 par une majorité de ressortissants allemands. L'immigration allemande a connu son pic en 2008, avec presque 34'000 personnes. Les années suivantes, elle a diminué constamment et se situait en 2016 à 83% plus bas qu'en 2008 (cf. tableau 1). En 2012 et 2013, les immigrants portugais ont dominé provisoirement, mais depuis 2014 les principaux immigrants en Suisse sont des ressortissants italiens. A partir de 2012, le solde migratoire originaire du Portugal et de l'Italie a compensé la baisse des entrées d'Allemands, mais depuis 2013, les chiffres des arrivants de ces deux pays diminuent eux aussi, ce qui contribue au total à la tendance baissière de l'immigration globale originaire de l'AELE/UE28. L'on peut constater que, depuis 2014, l'immigration originaire de pratiquement tous les grands pays pourvoyeurs recule - tendance qui ne s'est toujours pas inversée, y compris en 2017.

Figure 2

SOLDE MIGRATOIRE D'UNE SÉLECTION D'ETATS DE L'UE28, 1994-2016



Figurent ici les dix premiers pays pourvoyeurs représentés dans la population résidentielle étrangère permanente, ainsi que l'immigration globale nette en provenance de ces pays et des autres Etats de l'AELE/UE28.

Source: SEM

Tableau 1

SOLDE MIGRATOIRE ORIGINAIRE D'UNE SÉLECTION D'ETATS DE L'UE28 EN 2008, 2012 ET 2016

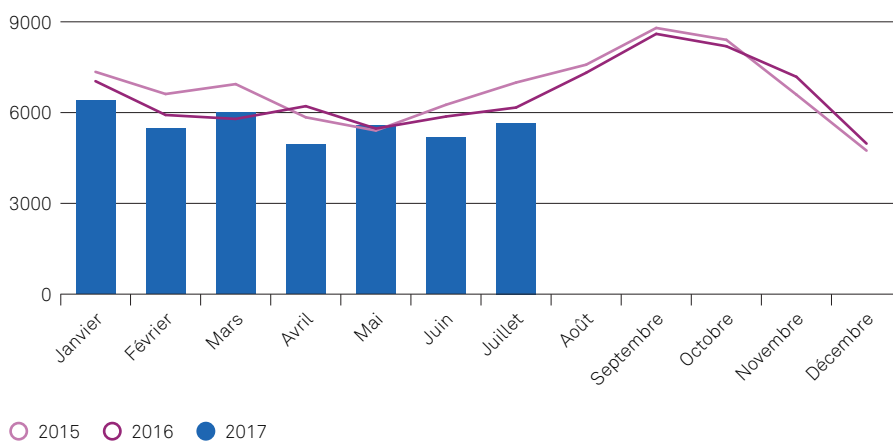
	2008	2012	2016
Italie	4'974	8'264	10'256
France	8'706	5024	6'163
Allemagne	33'892	10'592	5'707
Portugal	13'284	14'285	2'764
Espagne	146	4'575	2'334
Pologne	1'754	2'319	2'322
Hongrie	851	1'940	2'253
Roumanie	532	1'770	2'028
Bulgarie	177	836	1'511
Slovaquie	949	1'170	1'416
AELE/UE28 au total l'ensemble	74'965	57'258	42'175

Sont listés les dix premiers pays pourvoyeurs en 2016, ainsi que l'immigration globale nette en provenance des Etats de l'AELE/UE28.

Source: SEM

Lors de l'année courante (2017), le solde migratoire a été nettement plus faible que l'année précédente, sauf en mars et en mai (cf. [figure 3](#)). Etant donné la meilleure situation conjoncturelle de l'Union européenne, il ne faut guère compter pour le moment sur une inversion de tendance.

Figure 3

SOLDE MIGRATOIRE DANS LA POPULATION RÉSIDENNELLE ÉTRANGÈRE PERMANENTE ORIGINAIRE DES ETATS DE L'AELE/UE28 EN 2015, 2016, ET AU PREMIER SEMESTRE 2017


Source: SEM

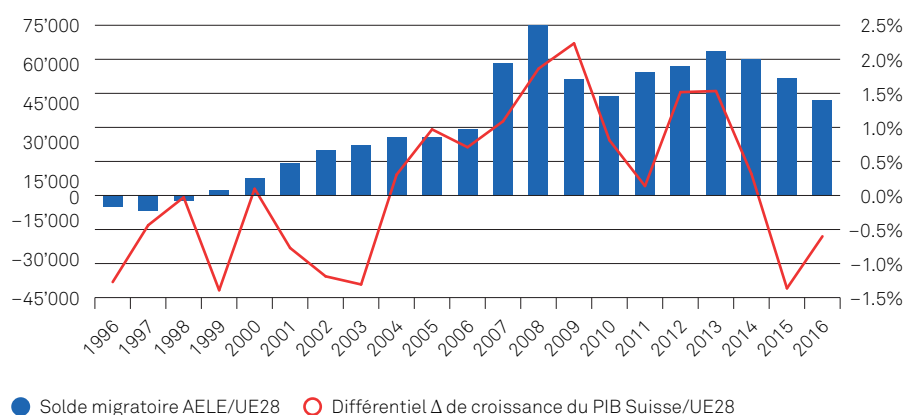
Le moteur principal du solde migratoire peut être vu dans la situation conjoncturelle de la Suisse par rapport à celle des pays d'origine des immigrés ou du reste de l'étranger. La main-d'œuvre immigrée est plus mobile que la moyenne et tente donc sa chance la plupart du temps dans les pays qui lui offrent les meilleures perspectives économiques et professionnelles.

Toute évolution économique comparativement meilleure de la Suisse par rapport aux pays de l'AELE/UE28 s'accompagne d'une augmentation du solde migratoire.

La [figure 4](#) montre le solde migratoire originaire des Etats de l'AELE/UE28 en chiffres absolus, ainsi que la différence entre la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Suisse et des pays de l'AELE/UE28 de 1996 à 2016. Quand la différence de croissance du PIB augmente, la Suisse améliore sa position par rapport aux pays de l'AELE/UE28. Quand elle est supérieure à zéro, la Suisse connaît une croissance plus forte que les pays de l'AELE/UE28. Il appert que les courbes de la différence de croissance du PIB et celles du solde migratoire sont fortement corrélées positivement, en particulier ces dix dernières années, d'où le constat que toute évolution économique comparativement meilleure de la Suisse par rapport aux pays de l'AELE/UE28 s'accompagne d'une augmentation du solde migratoire. La situation conjoncturelle relative de la Suisse par rapport aux pays pourvoyeurs respectifs s'avère donc être un indicateur fiable de l'évolution du solde migratoire.

Figure 4

EVOLUTION DU SOLDE MIGRATOIRE ORIGINAIRE DE PAYS DE L'AELE/UE28 ET VARIATION DE LA CROISSANCE DU PIB SUISSE / AELE/UE28



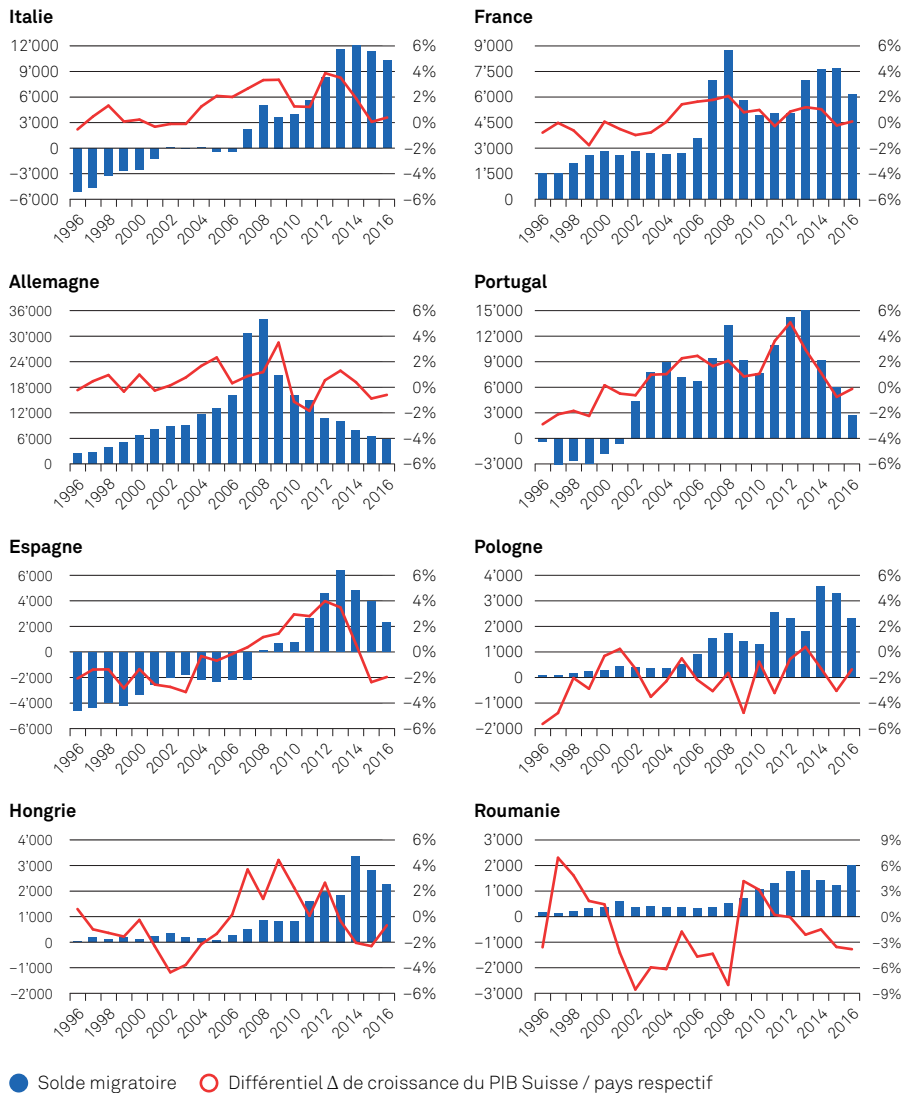
Source: SECO et OCDE

Ce constat peut aussi être vérifié pays par pays. A titre d'exemple, la [figure 5](#) montre les corrélations avec les huit pays premiers pourvoyeurs en 2016. Il en ressort que la variation de la croissance du PIB de la Suisse et du pays correspondant est étroitement liée à l'immigration originaire de ce pays. La seule corrélation moindre est le fait des pays d'Europe de l'Est (Pologne, Hongrie et Roumanie).

Les chiffres actuels, de même que les pronostics disponibles pour 2017, montrent que l'économie est en plein essor dans le monde entier. Il sera donc intéressant d'observer comment les chiffres de l'immigration originaire de la zone AELE/UE28 évoluent à l'avenir.

Figure 5

**SOLDE MIGRATOIRE ORIGINAIRE D'UNE SÉLECTION D'ETATS DE L'UE
AINSI QUE DIFFÉRENTIEL Δ ENTRE LA CROISSANCE DU PIB DE LA SUISSE
ET CELLE DE CES ETATS**



Sont listés les huit premiers pays pourvoyeurs de l'UE en 2016 (Italie, France, Allemagne, Portugal, Espagne, Pologne, Hongrie et Roumanie).

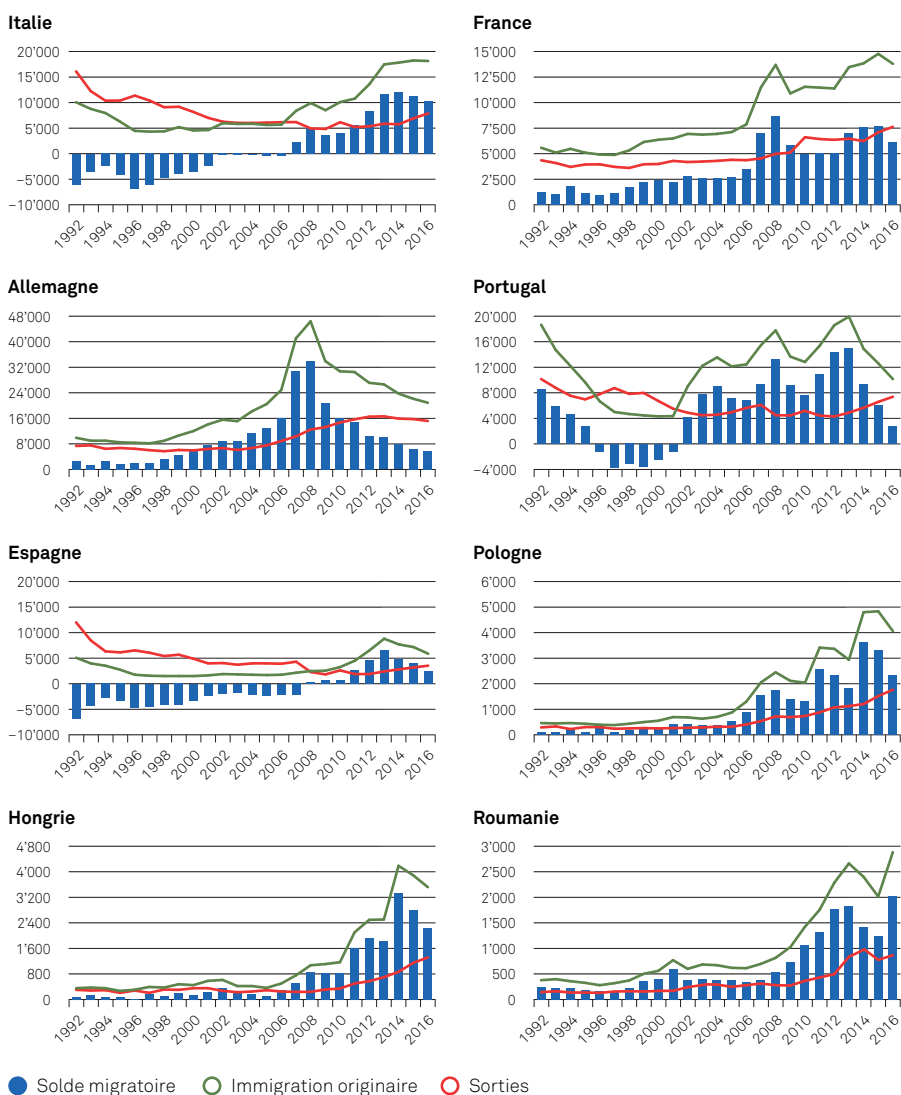
Source: SEM et OCDE

La composition régionale du solde migratoire originaire des Etats de l'AELE/UE28 n'a cessé de varier, elle aussi. Si l'on partage l'Union européenne en trois régions (Europe septentrionale et occidentale, Europe méridionale, Europe de l'Est), il appert qu'en 2011, le solde migratoire originaire d'Europe septentrionale et occidentale a contribué le plus fortement à l'immigration en Suisse. Depuis 2012, ce sont les pays d'Europe méridionale qui dominent, et bientôt, les totaux des immigrants originaires d'Europe de l'Est dépasseront à leur tour ceux des arrivées d'Europe septentrionale et occidentale.

En 2016, la Suisse disposait de presque 10'000 travailleurs potentiels de moins originaires de pays de l'AELE/UE28 qu'en 2015.

La figure 6 présente les premiers pays pourvoyeurs des groupes régionaux, avec leurs chiffres respectifs d'entrée et de sortie. Il en ressort que l'immigration originaires de tous ces pays - à l'exception de la Roumanie - a diminué, même si cela est moins accentué dans le cas de l'Italie que pour les autres pays. Les sorties ont également augmenté partout, à l'exception de celles vers l'Allemagne. En fin de compte, la baisse du nombre d'immigrants et l'augmentation des émigrants signifie une diminution du solde migratoire. Au total, ces chiffres contribuent de façon déterminante à ce que, de 2015 à 2016, l'immigration originaires des pays de l'AELE/UE28 a baissé de plus de 6500 personnes et que les sorties ont augmenté de presque 3000. En 2016, la Suisse disposait donc de presque 10'000 travailleurs potentiels originaires de pays de l'AELE/UE28 de moins qu'en 2015.

Figure 6
ENTRÉES ET SORTIES DE CHACUN DES HUIT PREMIERS PAYS POURVOYEURS DES RÉGIONS DE L'UE



Source: SEM

IMMIGRATION ORIGINALE D'ETATS TIERS

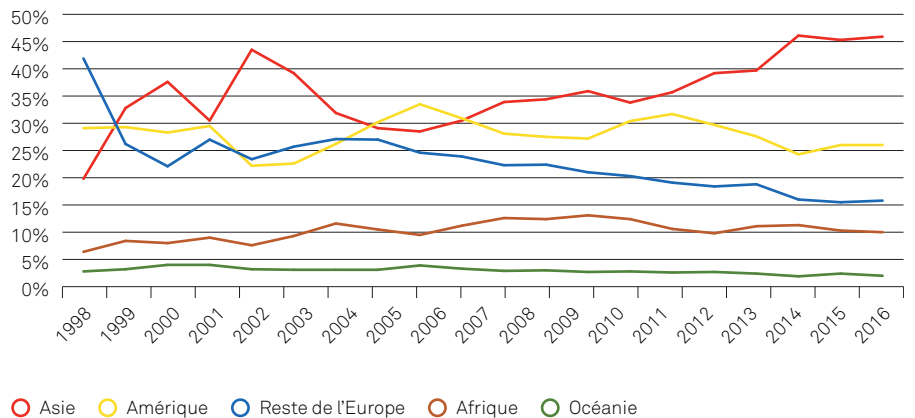
Les contingents de ressortissants d'Etats tiers sont redéfinis chaque année par le Conseil fédéral. Après l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse en 2014, ce dernier a donné un signal en réduisant les contingents, mais on manque désormais de places contingentées, au plus tard vers la fin de l'année. Plusieurs ressortissants d'Etats tiers embauchés disposent de connaissances hautement spécialisées pour lesquelles on ne dispose pas de suffisamment de personnes, ni en Suisse, ni dans le reste de l'Europe.

Pour obtenir une autorisation de contingent, les employeurs doivent fournir au préalable la preuve qu'il n'a pas été possible de trouver en Suisse de personne susceptible d'occuper le poste à pourvoir, ce qui équivaut à une préférence nationale. Il faut en outre justifier d'un intérêt macroéconomique et garantir que l'employeur offre le poste aux conditions habituelles de salaire et de travail. Si une ou plusieurs de ces conditions ne sont pas remplies, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) n'accordera pas d'autorisation.

La [figure 7](#) montre le pourcentage de ressortissants d'Etats tiers dans la population résidentielle étrangère permanente, ce par continent et de 1998 à 2016. Il reflète la demande des entreprises en cadres, spécialistes et main-d'œuvre qualifiée. Sur le plan chronologique, la majorité des immigrants ont été des ressortissants asiatiques. En 2006, les Asiatiques étaient encore au coude à coude avec les Américains, mais depuis, ils ont progressé de plus de 15%, tandis que les Américains reculaient de tout juste 5%. Au total, les ressortissants asiatiques et américains ont absorbé en 2016 plus de 72% des contingents.

Figure 7

PARTS DE L'IMMIGRATION DANS LA POPULATION RÉSIDENTIELLE ÉTRANGÈRE PERMANENTE, PAR CONTINENT



Source: SEM

Tableau 2

POURCENTAGES PAR CONTINENT ET IMMIGRATION D'UNE SÉLECTION DE PAYS DANS LA POPULATION RÉSIDENTIELLE ÉTRANGÈRE PERMANENTE

		2008		2012		2016	
		[%]	[#]	[%]	[#]	[%]	[#]
Asie		35		39		46	
	Inde		1'037		1'023		1'173
	Chine (RP)		464		464		645
	Japon		179		177		212
Amérique		28		30		26	
	Etats-Unis		1'204		1'091		956
	Brésil		346		258		296
	Canada		365		298		261
Reste de l'Europe		22		18		16	
	Russie		317		353		332
	Turquie		355		256		234
	Kosovo		9		131		157
Afrique		12		10		10	
	Somalie		97		60		147
	Erythrée		87		60		83
	Afrique du Sud		90		74		63
Océanie		3		3		2	
	Australie		208		149		117
	Nouvelle-Zélande		56		41		26

Sont listés chaque fois les trois pays de chaque continent ayant fourni le plus d'immigrants en 2016.

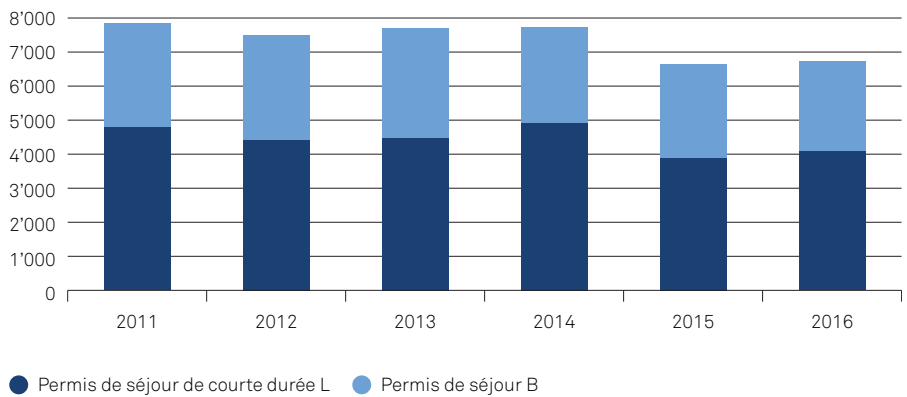
Source: SEM

A part l'Inde et les Etats-Unis, la Chine, le Brésil, le Canada et la Russie sont d'autres pays importants en ce qui concerne l'immigration originaire d'Etats tiers.

Au sein du continent asiatique, la majorité des 1173 places contingentées est allée en 2016 à des ressortissants indiens, alors que, sur le contingent américain, les ressortissants des Etats-Unis l'emportaient avec 956 autorisations (cf. [tableau 2](#)). La main-d'œuvre indienne travaille à quelque 75% dans l'informatique. Les ressortissants d'Etats tiers travaillent en général souvent dans les conseils aux entreprises, les secteurs pharmaceutique et chimique, et la construction de machines. Le fait que les Asiatiques augmentent fortement depuis 2005 est sans doute attribuable à la numérisation et à l'augmentation des postes ainsi induite dans le secteur tertiaire. A part l'Inde et les Etats-Unis, la Chine, le Brésil, le Canada et la Russie sont d'autres pays importants en ce qui concerne l'immigration originaire d'Etats tiers.

Figure 8

CONTINGENTS POUR ETATS TIERS SELON LE TYPE D'AUTORISATION DE SÉJOUR



Source: SEM

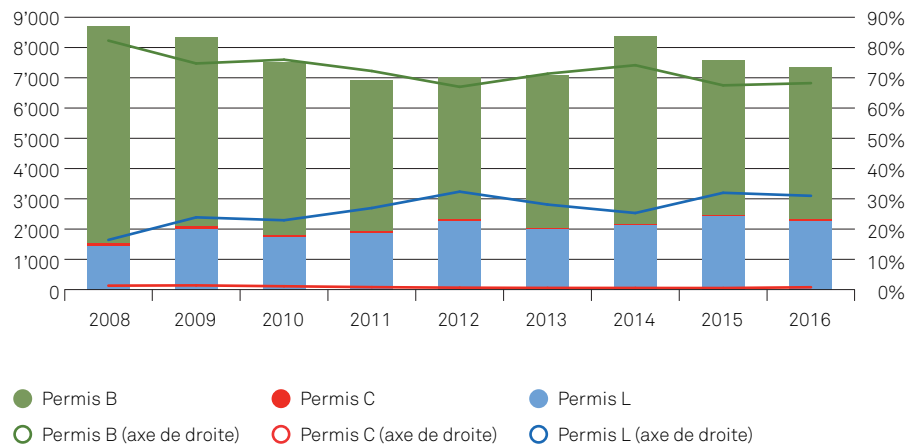
La [figure 8](#) montre les contingents pour Etats tiers, divisés en permis de séjour de courte durée L et permis de séjour B. Alors que le chiffre moyen des contingents oscillait autour de 7700 de 2011 à 2014, il est retombé à 6700 en moyenne en 2015 et 2016 à la suite de la réduction décidée par le Conseil fédéral. Il a donc diminué d'une moyenne annuelle de 1000 places contingentées, les permis L ayant plus reculé, en moyenne, que les permis B.

La [figure 9](#) montre le statut de séjour des ressortissants d'Etats tiers inclus dans la population résidentielle étrangère permanente et qui exercent une activité lucrative. Les chiffres des contingents pour Etats tiers de la [figure 8](#) ne sont pas directement comparables à ceux de la [figure 9](#), puisque le second comporte par exemple des personnes supplémentaires, entrées en Suisse au titre du regroupement familial et y ayant entamé une activité lucrative. En outre, sont recensés dans la population résidentielle étrangère permanente les bénéficiaires du statut de séjour de courte durée qui résident effectivement en Suisse depuis un an ou plus, alors qu'en dessous de ce seuil, ils sont attribués à la population résidentielle étrangère non permanente.

Tandis qu'en 2008, pour les immigrants dans la population résidentielle étrangère permanente, la proportion de permis de séjour de courte durée n'était encore que de 16,4% de tous les permis délivrés, elle a passé jusqu'en 2016 à 31,0%, contrairement à celle des permis de séjour B, qui est tombée de 82,3% en 2008 à 68,2% en 2016. Les permis d'établissement, eux, ont toujours été délivrés parcimonieusement et restent autour de 1%. En chiffres absolus, ont été délivrés en 2016 2275 permis de séjour de courte durée et 5009 permis B, mais seulement 57 permis d'établissement (cf. [figure 9](#)).

Figure 9

PROPORTION DES IMMIGRANTS ORIGINAIRES D'ETATS TIERS DANS LA POPULATION RÉSIDENTIELLE ÉTRANGÈRE PERMANENTE



L: permis de séjour de courte durée;
 B: permis de séjour;
 C: permis d'établissement

Source: SEM

Les types de permis varient fortement selon le pays concerné. Ainsi, en 2016, les ressortissants indiens n'ont obtenu que 74% de permis de séjour de courte durée et 26% permis B. Pour les ressortissants des Etats-Unis ou de Chine, le rapport s'inverse (cf. [tableau 3](#)).

Tableau 3

NOMBRE D'IMMIGRANTS ORIGINAIRES D'ETATS TIERS DANS LA POPULATION RÉSIDENTIELLE ÉTRANGÈRE PERMANENTE, EN FONCTION DU STATUT DE SÉJOUR

	2008			2012			2016		
	L QW	B	C	L QW	B	C	L QW	B	C
Inde	620	415	2	752	268	3	868	300	5
Etats-Unis	230	967	7	351	737	3	274	672	10
Chine (RP)	96	367	1	164	300	0	147	496	2
Russie	44	271	2	101	252	0	115	216	1
Brésil	38	304	4	78	180	0	65	228	3
Canada	69	292	4	120	176	2	113	144	4
Turquie	15	308	32	37	212	7	37	192	5
Japon	27	152	0	51	125	1	72	140	0
Afghanistan	0	74	3	1	104	0	0	198	0
Philippines	15	51	0	38	34	0	100	58	1
Total	1426	7151	113	2268	4695	44	2275	5009	57

Sont représentés les dix premiers Etats tiers pourvoyeurs de travailleurs contingentés en 2016.

Source: SEM

CONCLUSION

L'immigration en provenance des Etats de l'AELE/UE28 recule de plus en plus fortement depuis 2013 et il n'y a pas de renversement de tendance en vue. Ainsi, les chiffres les plus récents du SEM, datant de mi-2017, montrent que le solde migratoire originaire des Etats de l'AELE/UE28 continue à baisser fortement. La raison principale doit sans doute être recherchée dans la reprise économique de l'Europe. Ces derniers trimestres, la production générale a connu une croissance robuste en Allemagne, France, Espagne, ainsi qu'aux Pays-Bas et au Portugal. L'Italie semble elle aussi reprendre lentement pied. Comme l'a démontré la présente analyse, l'immigration en Suisse dépend fortement de la robustesse de l'économie dans les pays d'origine de la main-d'œuvre immigrée par rapport à l'économie suisse.

Malgré le contexte difficile dû à la force du franc et aux turbulences conjoncturelles, l'économie suisse est parvenue à bien s'imposer ces dernières années, comme le prouvent aussi les comparaisons internationales des données du marché du travail. L'un des facteurs importants de cette performance économique est le système libéral d'embauche, qui permet aux employeurs suisses de repourvoir en souplesse, sans perdre de temps et sans trop de formalités administratives, des postes cruciaux dans les entreprises avec de la main-d'œuvre spécialisée originaire d'Europe quand ils ne peuvent trouver de personnel indigène répondant aux qualifications requises.

Pendant les quinze ans qui se sont écoulés depuis l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne (ALCP), l'immigration que ce dernier a permise a surtout procuré des avantages à la Suisse. Le dernier rapport de l'observatoire relatif à l'ALCP1 du SECO de début juillet 2017 analyse les effets de quinze ans de libre circulation des personnes sur le marché du travail suisse, et son jugement est largement positif. Contrairement à une crainte fréquemment exprimée, la main-d'œuvre indigène n'a été que rarement écartée au profit d'immigrants. Ces derniers ont plutôt complété l'activité indigène et déclenché de surcroît en Suisse une demande subsidiaire en services de base. Il en est résulté des postes de travail à faible qualification qui ne pouvaient souvent être pourvus par de la main-d'œuvre indigène. Ce goulet d'étranglement au niveau des qualifications faibles est lié à la qualification supérieure de la main-d'œuvre indigène, à l'évolution démographique, ainsi qu'aux qualifications généralement élevées des ressortissants d'Etats tiers.

Si, jusqu'en 2011, c'étaient surtout les immigrants allemands qui animaient le marché du travail suisse, ce rôle échoit entre-temps de plus en plus aux ressortissants d'Europe méridionale et d'Europe de l'Est. Ces dernières années, le nombre élevé d'Allemands travaillant en Suisse était constamment le prétexte, dans certains milieux, à critique et polémique. Ce faisant, l'on méconnaissait que certains secteurs seraient tout simplement incapables d'assumer leurs tâches sans l'expertise des Allemands. Entre-temps, arrivent en Suisse de plus en plus de personnes qui, selon l'activité exercée, doivent commencer par acquérir l'allemand. Il est évident que les Allemands immigrant en Suisse prennent racine relativement rapidement et s'imposent comme une main-d'œuvre indispensable dans les secteurs les plus divers – pour autant qu'ils y restent. Les nombreux scrutins concernant les accords bilatéraux montrent clairement que la grande majorité du peuple est parfaitement consciente de ce que l'économie suisse continuera à avoir besoin d'immigrants étrangers qualifiés.

La forte baisse, ces dernières années, du solde migratoire originaire des pays de l'AELE/UE28 montre que la disponibilité de personnel étranger bien qualifié ne va pas de soi. Elle indique que, par rapport à l'étranger, la place économique suisse a perdu de son attrait pour la main-d'œuvre qualifiée. Les immigrants prospectent les emplois là où les conditions économiques et politiques sont à leur avantage. La forte mobilité de

Par rapport à l'étranger, la place économique suisse a perdu de son attrait pour la main-d'œuvre qualifiée.

1 Le 13^{ème} rapport de l'observatoire relatif à l'ALCP a été présenté à Berne le 4 juillet 2017 à l'occasion d'une conférence de presse: https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Publikationen_Dienstleistungen/Publikationen_und_Formulare/Arbeit/Personenfreizuegigkeit_und_Arbeitsbeziehungen/observatoriumsberichte/13_Bericht_Observatoriums.html (état août 2017).

ces spécialistes peut aboutir en un tournemain à ce que les chiffres de l'immigration en Suisse fondent.

Si la tendance baissière du solde migratoire originaire des pays de l'AELE/UE28 n'est pas rapidement freinée, l'économie suisse pourrait un jour affronter l'immense gageure de devoir repourvoir des postes importants dans les entreprises et préserver son développement longtemps heureux. Aussi faut-il poursuivre d'autant plus l'épuisement du potentiel de main-d'œuvre indigène, effort soutenu depuis plusieurs années par d'innombrables mesures, et même l'intensifier dans certains domaines. De même, il doit être dans l'intérêt de l'économie d'intégrer les réfugiés dans le marché du travail et de les y former, de manière à ce qu'eux aussi puissent être embauchés un jour pour repourvoir des postes importants.

Un autre levier pour contrer le manque imminent de main-d'œuvre hautement qualifiée est l'immigration en provenance d'Etats tiers. Grâce à la préférence nationale appliquée pour la pourvue de postes confiés en fin de compte à des ressortissants d'Etats tiers, il est pratiquement exclu, par définition, que le personnel indigène soit écarté. La main-d'œuvre recrutée de cette façon est souvent d'une telle importance pour les entreprises que leurs choix d'implantation dépendent de la possibilité d'engager suffisamment de cadres et de spécialistes originaires d'Etats tiers. A une époque où le nombre des immigrants originaires de pays de l'AELE/UE28 baisse, il est donc parfaitement logique que le Conseil fédéral augmente les contingents pour les Etats tiers.

Dr. Simon Wey

Spécialiste Économie du marché du travail
wey@arbeitgeber.ch



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI

Avec «En point de mire», l'Union patronale suisse contribue à une meilleure compréhension du marché du travail. Elle y traite de questions actuelles, présente des chiffres et des faits et les regroupe sous une forme succincte.

Cette série de publications paraît à intervalles irréguliers et est également disponible dans [l'appli des employeurs](#) pour les appareils mobiles.

Impressum

Éditeur: Union patronale suisse,
Hegibachstrasse 47, 8032 Zurich
Rédaction: Daniela Baumann
Graphisme: dast visual, Daniel Stähli